

GUERRE EN UKRAINE : IMPACTS SUR LES ENTREPRISES DE LA FILIÈRE CONSTRUCTION EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Face aux enjeux de la crise des approvisionnements en matériaux, géopolitique et énergétique, la CERC Auvergne-Rhône-Alpes continue de présenter dans cette deuxième note les préoccupations du secteur de la Construction, à partir des

retours recueillis auprès des organisations professionnelles de la filière Construction. Cette note a vocation à être reconduite chaque semaine pour saisir les évolutions de la situation.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION : VUE D'ENSEMBLE

Enquête auprès des Organisations professionnelles en AURA

CHANTIERS EN COURS

Révision des prix avec la maîtrise d'ouvrage privée

Difficultés ressenties comme :
Faiblement remontées Très fréquemment remontées



Evolution du ressenti versus 05/04



Ralentissement / décalage de l'activité sur les chantiers en raison des difficultés d'approvisionnement



Décalage ou arrêt de chantiers du fait de surcoûts sur les matériaux non supportables par les entreprises



Révision des prix avec la maîtrise d'ouvrage publique



Augmentation des vols de matériaux ou de carburants



Mise en activité partielle des salariés du fait des difficultés d'approvisionnement



ACTIVITÉ À VENIR

Inquiétude sur l'activité à venir du fait de l'imprévisibilité de la situation



Annulation ou report de chantiers à venir par les clients



Baisse des demandes de devis



SANTÉ FINANCIÈRE

Dégradation de la situation financière des entreprises avec un risque de défaillance



→ : ressenti stable / ↗ : hausses des remontées / ↘ : baisse des remontées

ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA FILIÈRE CONSTRUCTION

Enquête auprès des Organisations professionnelles en AURA

ZOOM PAR SECTEUR

Entreprises du Bâtiment

La situation est globalement stable par rapport à la semaine précédente avec toutefois trois points qui ressortent de la part des organisations professionnelles :

- Une inquiétude forte d'essoufflement des commandes : les maîtres d'ouvrages peuvent être tentés de différer les travaux, et donc les consultations, compte-tenu des incertitudes d'approvisionnement et de prix. Certains chantiers sont même repoussés sur le long terme (notamment chez les particuliers). Les entreprises « purgent » actuellement leurs carnets de commandes.
- Des tensions croissantes avec les fournisseurs et distributeurs de matériaux : les délais de livraison sont importants et incertains, la régulation / réduction des commandes perturbe les chantiers (ex : 40% seulement de la commande livrée), les garanties de prix sont sur de très courtes durées (voire même les prix ne sont plus indiqués sur les devis), etc.
- Conjointement à ces points, la baisse de moral des entrepreneurs est marquante : ils prévoient des mois à venir difficiles et évoquent des arrêts d'activité, de mises en activité partielle des salariés, voire de cessations d'activité au regard de la fragilité des marges et de la crainte de travailler à perte.

Principales préoccupations :

Ressenties par les organisations professionnelles

- 1** Dégradation de la situation financière des entreprises avec un risque de défaillance.

Inquiétude sur l'activité à venir du fait de l'imprévisibilité de la situation.
- 2** Révision des prix avec la maîtrise d'ouvrage privée.

Ralentissement de l'activité sur les chantiers en raison des difficultés d'approvisionnement.
- 3** Décalage ou arrêt de chantiers du fait de surcoûts sur les matériaux non supportables par les entreprises.



L'étau des prix se ressert encore davantage autour des entreprises. Beaucoup de remontées peu optimistes de nos entreprises.



Le moral des entrepreneurs est inquiétant du fait de la fragilité des marges, des difficultés d'approvisionnement, des incertitudes sur les coûts... Certains artisans n'y arrivent plus, alors qu'il y a des chantiers.



Les entreprises ont principalement travaillé sur ces 1^{ers} mois grâce au stock qu'elles avaient et aux stocks-tampons des fournisseurs. Les mois à venir seront difficiles et la pérennité des entreprises inquiète.

Situation sur les matériaux les plus sensibles :

Augmentation sur les briques et tuiles (notamment en répercussion des hausses du prix du gaz), l'ardoise, le carrelage, le plâtre, le bois, les métaux (acier, aluminium, zinc...), le matériel électrique, le plastique.

En conséquence, difficultés des couvreurs et des métalliers à s'approvisionner

Entreprises de Travaux Publics

Au-delà d'une situation globalement similaire à la semaine précédente, trois points ressortent également pour les Travaux Publics :

- Les délais d'approvisionnement s'allongent fortement, parfois sans indication de date de livraison sur certains matériaux (équipements pour les réseaux secs, matériaux à base d'acier).
- Le nombre d'appels d'offres sortants se réduit, entraînant une concurrence à la baisse sur les prix lors des réponses.
- Les négociations de révision des prix demeurent complexes à mener.

Principales préoccupations :

Ressenties par les organisations professionnelles

- 1 Révision des prix avec la maîtrise d'ouvrage privée.
Inquiétude sur l'activité à venir du fait de l'imprévisibilité de la situation.
- 2 Révision des prix avec la maîtrise d'ouvrage publique.
Annulation ou report de chantiers à venir par les clients.

Sujet à suivre :

Moins fréquents mais évoqués

Augmentation des vols de matériaux ou de carburants.



Les problèmes d'approvisionnement sont en train d'arriver : les délais s'allongent fortement pour certains équipements, et surtout les délais ne sont pas annoncés.

Situation sur les matériaux les plus sensibles :

Fortes hausses et difficultés d'approvisionnement sur les équipements en plastique (polyéthylène). Des reports en cours par exemple sur certains chantiers.

Hausses des prix sur le matériel électrique, l'acier, le bitume (pas de problème d'approvisionnement sur le bitume)

Une réduction des difficultés sur le carburant est espérée, les courbes de prix du baril et du GNR étant en tendance à la baisse.

Entreprises de l'Industrie des Matériaux

Les inquiétudes sur l'avenir sont, pour l'instant, stables. Le principal sujet d'incertitude demeure l'approvisionnement en pièces d'usures du fait des tensions logistiques préexistantes renforcées par le conflit en Ukraine, ces dernières étant fabriquées en Europe de l'Est et en Asie. Les pièces à base d'acier contenant du manganèse sont notamment un élément à surveiller, l'Ukraine étant le principal producteur de manganèse sur le continent européen. Les composants électroniques équipant les automatismes des outils de production sont également en tension (fabrication en Asie). Une rupture d'approvisionnement de ces pièces pourrait avoir des répercussions allant jusqu'à un arrêt des chaînes de production.

Les stocks actuels de granulats (produit local) permettent de couvrir, a minima, les 3 prochains mois d'activité.

Par ailleurs, des tensions commerciales se créent entre fournisseurs et entreprises sur les approvisionnements des chantiers en cours. Concernant ceux à venir, certains préfèrent reporter en attendant que la situation se stabilise avec, pour conséquence, de l'inquiétude quant aux carnets de commandes des mois à venir.

Principales préoccupations :

Ressenties par les organisations professionnelles

- 1 Inquiétude sur l'activité à venir du fait de l'imprévisibilité de la situation.
- 2 Annulation ou report de chantiers à venir par les clients.

Sujet à suivre :

Moins fréquents mais évoqués

Décalage ou arrêt de chantiers du fait de surcoûts sur les matières premières non supportables par les entreprises.



La situation est stable avec toujours un point de vigilance fort sur l'approvisionnement en pièces d'usure pour les installations

Des retours plus spécifiques sur les matériels :

Les centrales BPE réalisant leurs opérations de maintenance l'été, celles-ci sont particulièrement vigilantes quant à leur approvisionnement en pièces détachées.

Incertitude sur la disponibilité et les coûts des produits de minage (explosifs contenant de l'azote en partie fabriquée en Russie et Ukraine)

MESURES DU PLAN DE RÉSILIENCE

Du fait de cette situation exceptionnelle, le gouvernement a mis en place différentes mesures de soutien via le Plan de Résilience, dont notamment :

- Mesures sur le carburant et les matériaux (incitation à la prise en compte par la MOA publique des difficultés des entreprises de BTP, remise de 0,15€/l pour 4 mois à partir du 1^{er} avril, accélération de la révision des indices de prix INSEE...) présentés dans la précédente note ([A télécharger ici](#))
- Aides aux TPE et PME de Travaux Publics (<250 personnes et 50 millions de CA) particulièrement affectées par les conséquences économiques et financières de la guerre en Ukraine (hausse importante du GNR) : la subvention est égale à 0,125% du chiffre d'affaires annuel 2021, dans la limite de 200k€ au niveau groupe. Les demandes peuvent être réalisées jusqu'au 30 juin 2022 sur le site impots.gouv.fr. Pour plus d'informations : [Décret du 05 avril](#)

- PGE Résilience : ce nouveau dispositif permet aux entreprises faisant face à des difficultés de trésorerie de disposer d'un prêt couvrant jusqu'à 15% du CA. Il vient en complément du PGE Crise Sanitaire (couvrant jusqu'à 25% du CA et disponible jusqu'au 30 juin 2022). Pour plus d'informations : [Ministère de l'Economie](#)
- Activité partielle : les dispositifs mis en place lors de la crise sanitaire s'appliquent également dans le contexte du conflit en Ukraine. Les entreprises dont l'activité est ralentie sont éligibles aux dispositifs d'activité partielle de droit commun (un motif « conséquences du conflit en Ukraine » a été ajouté) ou de longue durée (difficultés durables dont fermetures volontaires de l'entreprise). Pour plus d'informations : [Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion](#)

EVOLUTION DES INDEX DE PRIX BT-TP

	Evolution à 1 an données à fin janvier 2022	Evolution à 3 mois
BT01 - Tous corps d'état Bâtiment	+6,1%	+1,9%
BT50 - Rénovation - Entretien Bâtiment tous corps d'état	+4,1%	+1,2%
TP01 - Index général tous travaux publics	+7,8%	+2,0%
<i>Les 15 index portant les plus fortes évolutions sur un an :</i>		
TP07b - Travaux de génie civil, béton et acier pour ouvrages maritimes	+30,7%	+0,8%
BT07 - Ossature et charpentes métalliques	+27,9%	-0,8%
BT28 - Fermeture de baies en métal ferreux	+23,1%	+2,4%
BT27 - Fermeture de baies en aluminium ★	+22,9%	+5,5%
TP13 - Charpentes et ouvrages d'art métalliques	+18,4%	-2,7%
TP10c - Réhabilitation de canalisations non visitables ★	+16,8%	+4,5%
BT43 - Menuiserie en alliage d'aluminium ★	+15,3%	+4,6%
BT52 - Imperméabilité de façades	+15,1%	+3,4%
TP09 - Fabrication et mise en œuvre d'enrobés	+14,8%	+2,9%
TP06a - Grands dragages maritimes	+13,4%	+3,7%
BT42 - Menuiserie en acier et serrurerie	+13,0%	+2,2%
BT34 - Couverture en zinc et en métal (sauf cuivre) ★	+12,9%	+4,9%
BT48 - Ascenseurs	+11,4%	+2,4%
TP11 - Canalisations grandes distances de transport / transfert avec fourniture de tuyaux ★	+10,9%	+3,9%
BT49 - Couverture et bardage en tôles d'acier nervurés avec revêtement étanchéité	+10,7%	+0,2%

Indice national - Source : INSEE

Les index BT-TP permettent d'actualiser et/ou réviser les prix des marchés de Bâtiment et Travaux Publics.

Publiés le 21 avril 2022, les 3 index « généraux » (BT01, BT50 et TP01) voient leurs hausses s'intensifier à fin janvier 2022 avec, sur les 3 derniers mois, +1,9% pour le BT01, +1,2% pour le BT50 et +2% pour le TP01 portant ainsi les évolutions annuelles à un minimum de +4,1% pour le BT50.

Parmi les index détaillés, quatre d'entre eux connaissent une évolution très forte sur les 3 derniers mois comprise entre +4,5% et +5,5%.

Pour plus d'informations : [INSEE](#)

★ Matériaux présentant les plus fortes hausses sur 3 et 12 mois

INDICATEURS COMPLÉMENTAIRES DE MESURE DE LA CRISE

Demandes d'activité partielle

Les demandes d'autorisation préalable d'activité partielle déposées par les entreprises de Construction ont eu tendance à repartir à la hausse depuis le mois de novembre 2021. Ainsi, pour le mois de février, 475 entreprises en ont fait la demande correspondant à 6 340 salariés après des demandes déjà élevées sur le mois de janvier (745 entreprises pour 6 890 salariés).

Avertissement : il s'agit ici des demandes d'autorisations d'autorisation préalable (DAP) déposées par les établissements souhaitant recourir à l'activité partielle. Lors de la phase d'indemnisation, il est possible que le nombre d'heures effectivement consommé soit inférieur à celui qui avait été demandé. Ces données sont issues du système d'information APART.

Source : demandes d'indemnisations SI APART, enquête Acerno-Covid-19 ; estimation Dares.

Défaillances d'entreprises

Au 4^{ème} trimestre 2021, le nombre de défaillances d'entreprises de la Construction (195) a augmenté de +4,8% sur un an en Auvergne-Rhône-Alpes. La remontée semble se confirmer au 1^{er} trimestre 2022 avec une hausse de +19% au niveau national (source Altares) en lien avec l'arrêt progressif des mesures gouvernementales de soutien accordées aux entreprises. S'il s'agit d'une tendance forte, elle n'efface pas la chute observée durant la longue période Covid avec ~350 défaillances par trimestre en 2018 et 2019. Par type d'entreprises, la remontée des défaillances est notamment visible sur les TPE-PME alors que les entreprises sans salariés sont pour l'instant épargnées. Les jeunes sociétés sont également les plus impactées par cette tendance (source Altares).

Avec le concours des membres et partenaires de la CERC :

Contact

CERC Auvergne-Rhône-Alpes
04.72.61.06.30
contact@cercara.fr



AQC Lyon, AURA HLM, BTP Banque Lyon, CCI Auvergne-Rhône-Alpes, CCI Savoie, CRPI Auvergne, DDT 01, DDT 03, DDT 07, DDT 15, DDT 26, DDT 38, DDT 42, DDT 43, DDT 63, DDT 69, DDT 73, DDT 74, Fédération du BTP 01, Fédération du BTP 03, Fédération du BTP 26/07, Fédération du BTP 38, Fédération du BTP 42, Fédération du BTP 43, Fédération du BTP 63, Fédération du BTP 69, Fédération du BTP 73, Fédération du BTP 74, Fédération des SCOP du BTP Auvergne-Rhône-Alpes, FIBOIS Auvergne-Rhône-Alpes, Pôle Habitat FFB Auvergne-Rhône-Alpes, Métropole de Lyon, Conseil régional de l'Ordre des Architectes Auvergne-Rhône-Alpes, Routes de France Auvergne-Rhône-Alpes, UNGE Rhône-Alpes, UNTEC Rhône-Alpes Auvergne.